

Un nouvel ultimatum lancé à Joseph Kabila

RDCongo Les catholiques congolais sont de retour sur le devant de la scène publique en RDC.

Ces derniers temps, les mouvements catholiques congolais se faisaient plutôt discrets. Le 30 novembre dernier, lors de la marche lancée par l'opposition et des mouvements de la société civile, les catholiques avaient prudemment préféré ne pas s'engager. Une discrétion qui a volé en éclats ce samedi 2 décembre en fin de matinée à Kinshasa.

Le souvenir de la marche de 1992

En effet, ce samedi, les représentants du Comité des laïcs ont rappelé, lors d'un point presse, la prise de position et le constat sans appel des évêques de la Cenco en juin dernier : "Le pays va mal." Et les laïcs d'aller plus loin en ajoutant que "le seuil du tolérable est dépassé. Le peuple est désespéré". Ils ont encore rappelé, dans la foulée, la marche du 16 février 1992 (connue sous le nom de la "marche pacifique des chrétiens", elle avait aussi été organisée par les laïcs catholiques et avait réuni plusieurs milliers de manifestants dans les rues de Kinshasa. Une marche réprimée dans le sang par la police et l'armée qui fit une vingtaine de morts, selon les autorités zairoises, une centaine selon les opposants au régime du maréchal Mobutu), avant de faire référence à l'appel des évêques du 23 juin dernier et de poursuivre par : "les laïcs chrétiens réunis au sein du Comité des laïcs de coordination affirment leur ferme volonté de soutenir le processus de mise en œuvre de l'accord de la Saint-Sylvestre. Dans cette perspective, d'ici au 15 décembre 2017, le Comité des laïcs de coor-

dination exige une déclaration publique du président de la République qu'il ne sera pas candidat à sa propre succession", avant d'appeler à la stricte application des mesures de décriminalisation prévues dans l'accord de la Saint-Sylvestre, comme la libération des opposants politiques, la fin de l'exil des opposants menacés d'arrestation au retour au pays, la fin du dédoublement des partis politiques...

"Le peuple sera très attentif"

Un ultimatum des laïcs qui représentent approximativement 70 % de la population congolaise. Un appel qui, peu en doute, ne devrait pas être entendu par le président hors mandat Joseph Kabila qui, jusqu'ici, a toujours refusé de s'exprimer sur cette question, malgré les limites fixées par la Constitution de 2006 qu'il a lui-même ratifiée.

Sept partis de sa majorité lui ont posé publiquement la question il y a plus de deux ans par une lettre ouverte. Kabila n'a jamais répondu, provoquant le départ de ces sept formations de sa majorité et la création du G7, devenu l'une des structures majeures de l'opposition congolaise. Ce véritable ultimatum pourrait être le début d'un nouveau bras de fer entre le pouvoir en place et un mouvement de la société civile qui dépasse largement toutes les structures de l'actuelle opposition.

Manifestation le 19 décembre

Par ailleurs, ce samedi toujours, Félix Tshisekedi, le président du Rassemblement de l'opposition congolaise, a appelé à une journée de marche pour le 19 décembre. Autre journée symbolique. C'est en effet la date à laquelle le président Kabila aurait dû connaître le nom de son successeur en 2016 si la Constitution congolaise avait été respectée.

Hubert Leclercq